



## Hamon présente un programme proguerre et sécuritaire aux primaires du PS

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2017

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Arrivé en tête au premier tour de la primaire devant l'ancien premier ministre Manuel Valls, Benoît Hamon serait d'après les sondages le futur candidat du PS à la présidentielle.

Son ascension depuis le début de la campagne pour la primaires reflète le vaste mécontentement qui existe contre le gouvernement PS actuel, ainsi que la couverture médiatique accordée à son projet de revenu minimum universel. Valls, malgré l'engouement des médias pour son style autoritaire et sécuritaire en tant que ministre de l'Intérieur puis premier ministre, s'est soudain retrouvé dépassé par un candidat assez obscur. D'après un sondage réalisé par BVA-Salesforce, au second tour face à Valls, Hamon gagnerait avec 52 pour cent des voix contre 48 pour cent pour Valls.

Toutefois, l'opposition populaire à la politique de guerre, d'austérité, et d'Etat policier du PS ne peut trouver d'issue dans la candidature de Hamon ou les candidats des autres partis bourgeois. Malgré ses promesses creuses d'installer un revenu universel, Hamon défend une politique étrangère belliqueuse et une politique intérieure sécuritaire, orientée vers les forces de l'ordre.

Il représente dans l'analyse finale une tentative de continuer le travail de Hollande. D'ailleurs, lors du premier débat des primaires, Hamon a déclaré que le gouvernement PS laissait un « sentiment d'inachevé, comme si nous étions restés sur beaucoup sujets au milieu du gué ».

Alors que l'installation de Donald Trump à la Maison Blanche souligne le danger croissant de guerres majeures entre les grandes puissances, Hamon prône une montée en puissance de l'impérialisme français. En politique étrangère, il est aligné sur la CIA et les sections de la bourgeoisie américaine et européenne les plus hostiles envers la Russie, qui veulent continuer la guerre en Syrie.

Il a critiqué les projets de cessez-le-feu organisés par la Russie et la Turquie, pour s'ériger en défenseur de l'influence des grandes puissances européennes et de Washington, qui ont provoqué le conflit en armant des rebelles islamistes contre le régime syrien. « Je ne veux pas d'un accord de cessez-le-feu en Syrie qui se fait, comme c'est le cas, sans les Nations unies, sans l'Union européenne, sans les Américains et sans les sociétés arabes », a-t-il déclaré.

Pour justifier une politique de continuer le financement par la France de zones contrôlées par les rebelles, et s'opposer à toute aide financière au peuple syrien, il a déclaré : « Arroser

les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées. Nous n'avons pas à nous retrouver, nous, à reconstruire ce qui a été méthodiquement détruit par les Russes et le régime d'Al-Assad ».

En tant que représentant de l'impérialisme français, il souhaite le renforcement de l'influence de la France dans le « pré carré » africain par la voie militaire, comme dans les guerres en Libye et en Mali. Quand on lui a demandé s'il serait intervenu en Afrique comme l'ont fait Sarkozy et Hollande, il a répondu : « Un Etat souverain qui vous demande d'intervenir militairement pour éviter qu'il y ait un «Etat» djihadiste juste de l'autre côté de la Méditerranée ? Bien sûr que je serais intervenu. ».

Hamon est résolument pour la guerre. C'est le candidat qui défend la plus forte hausse du budget militaire, à 3 pour cent du PIB, c'est-à-dire au delà des 2 pour cent qu'exigent l'OTAN : « Si nous voulons conserver un niveau d'investissement qui ne sacrifie pas nos forces conventionnelles au maintien de notre capacité nucléaire ou de dissuasion, il faudra augmenter le budget de la Défense. Cela suppose [...] que nous disions, notamment aux Européens [...] que les investissements consentis par la France, donc par le contribuable français soient exclus du calcul des déficits ».

Même si Hamon pouvait convaincre l'UE de ne pas inclure le budget militaire dans les calculs des déficits français, ce qui paraît peu probable, la mise à disposition de milliards d'euros supplémentaires à l'armée nécessiterait une réduction des dépenses sociales, faite sur le dos des travailleurs.

Hamon, qui a dit qu'il faut « incontestablement plus » de policiers à la France, propose une réforme du dispositif Sentinelle fondée sur l'augmentation des effectifs de la police et l'envoi de troupes françaises vers des théâtres de guerre à l'étranger: « Il ne me paraît plus possible de continuer avec un dispositif Sentinelle, qui mobilise des militaires professionnels qui objectivement seraient plus utiles sur le terrain, à se former, à s'entraîner, qu'à garder nos édifices. D'où l'augmentation de la réserve de gendarmerie, l'augmentation de la réserve des forces armées, pour pouvoir suppléer à un dispositif Sentinelle qui doit faire moins de place à des militaires professionnels ».

Cet appel à l'augmentation des forces de répression, souhaitée par le gouvernement Hollande qui a repris une mesure du FN en créant une garde nationale, montre que Hamon est sur la même ligne réactionnaire que Hollande. Les critiques faites par Hamon de l'état d'urgence imposé par le PS sont purement tactiques, elles visent à rendre plus efficace le dispositif policier et faciliter les guerres extérieures.

Les médias ne mettent pas en avant le soutien de Hamon pour la politique d'Etat policier et de guerre de Hollande ; ils présentent Hamon comme l'aile gauche du PS, en citant sa proposition d'instaurer un revenu universel pour que chacun puisse toucher entre €600 et 800 par mois.

A la question posé dans un entretien pour *Libération* : « Il faudrait donc faire une croix sur la croissance ? », Hamon répond : « Elle ne reviendra pas. Et si elle revient, elle ne fera pas baisser la pauvreté ni les inégalités. Et ça ne dit rien du niveau de santé, du niveau d'éducation qui peuvent évoluer indépendamment de la croissance. Le PIB ne peut plus être un objectif quand on va le chercher au prix d'un modèle de développement consumériste et

productiviste. ».

La proposition de Hamon consiste à la fois de démoralisation et de charlatanisme. Il n'a rien à proposer aux travailleurs que l'acceptation de la désindustrialisation, le chômage de masse et la paupérisation de la population par une allocation de 800 euros, qui ne permet pas à une personne de vivre. Hamon prétend qu'il est possible de défendre la santé et l'éducation tout en acceptant la destruction de l'appareil productif, ce qui est faux.

De plus, sa mesure nécessiterait une dépense de centaines de milliards d'euros que les sections de la bourgeoisie qui soutiennent Hamon ne évidemment toléreraient pas, ce qui est une réalité qui n'échappe sans doute pas à Hamon. Ce n'est qu'un effet d'annonce creux, et les deux tiers de la population française se disent d'ailleurs hostiles, selon les sondages, au projet de revenu universel.

Anthony Torres

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Anthony Torres](http://Anthony Torres), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

---

Articles Par : [Anthony Torres](http://Anthony Torres)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)